

# Tribune socialiste

N° 322 / 6 AVRIL 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



A.F.P.

## Vietnam : l'enjeu est à Saïgon

Pierre Naville

Les dernières semaines de mars ont vu l'échec de plusieurs tentatives d'aboutir au Vietnam, à un « Compromis » qui faciliterait en fin de compte le jeu du gouvernement Johnson sans pour autant rétablir véritablement la paix.

Le gouvernement français n'en a rien dit jusqu'à présent. Ce n'est pas parce que Couve de Murville n'avait rien à en dire, malgré son échec électoral. C'est parce que de Gaulle ne savait pas quoi dire. Mais le mouvement socialiste n'a pas les mêmes raisons de se taire. Il est essentiel pour lui, tout au contraire, de faire la clarté sur cet échec.

Le 23 mars, Hanoï a fait connaître

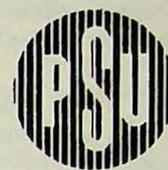
le texte d'une lettre personnelle envoyée le 8 février par Johnson à Ho Chi Minh, et la réponse que celui-ci avait faite au Président des Etats-Unis dès le 15 février. Huit jours plus tard, le 30 mars, M. Thant, le secrétaire de l'O.N.U., a fait connaître le texte d'un nouveau « plan de paix » qu'il avait communiqué le 14 mars au gouvernement de Hanoï, et la réponse négative que celui-ci y avait faite dès le 21 mars, c'est-à-dire au moment où se tenait la conférence de Guam, qui a préléué à une reprise élargie de l'action militaire américaine.

L'enchaînement de la discussion est donc clair. Au début février,

Johnson envoie une lettre destinée dans son esprit à manifester la « bonne volonté américaine ». Un mois plus tard, Thant envoie un « plan » qui reprend sous une autre forme l'initiative américaine. Ces deux messages reçoivent la même ferme réponse de Ho Chi Minh. Et après ces tentatives, comme si elle avaient été faites exprès, Johnson réunit à Guam une conférence avec les chefs militaires américains et les généraux sud-vietnamiens, pour mettre au point les dispositifs offensifs de la phase nouvelle de la guerre.

Quant au contenu des messages, il est tout à fait clair. Que réclame

(Suite page 6)



**Majorité  
et opposition**

Harris Puisais

**L'avenir  
du S.N.E.S.**

Jean Petite

**Senghor  
en difficulté**

Marc-Antoine Guillaneuf

**Cinéma, art,  
commerce**

Henri Ginot

**Quel  
programme  
pour  
la gauche ?**

Jean-Marie Vincent

## Lorraine

### Les mines de fer en grève

**A**insi qu'on pouvait le prévoir, le patronat de la sidérurgie et des mines de fer a laissé passer la campagne électorale avant de frapper de nouveaux coups : au lendemain du deuxième tour et des fêtes pascales, de nouvelles décisions de licenciements viennent de tomber, touchant plusieurs mines et 400 mineurs.

La réplique a été rapide : après consultation des mineurs dans les différents puits, à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T., décision a été prise de cesser le travail et d'occuper le carreau des mines à partir du 1<sup>er</sup> avril.

Le mouvement est lancé. Il est difficile, au premier jour de la grève, d'en prévoir la durée et toutes les conséquences. Ce qui est certain, c'est que les mineurs sont résolus à ne plus se battre, mine après mine, au fur et à mesure des opérations patronales. Ils vont maintenant faire face tous ensemble à une menace qui s'affirme et se précise : la liquidation du bassin ferrifère par un patronat prêt à toutes les manœuvres et à tous les simulacres de négociation pour parvenir à ses fins.

Autre facteur d'incertitude : cette lutte des mineurs de fer intervient au moment même où les négociations engagées entre le patronat et les syndicats de la sidérurgie à propos des conséquences sociales du « plan professionnel » sont interrompues.

Or, la sidérurgie lorraine n'est pas seulement concernée sur le plan technique par la grève des mineurs qui menace son approvisionnement. Elle est, elle aussi, avec ses 90.000 travailleurs, durement concernée par la politique qui frappe les mineurs : celle qui consiste à organiser avec l'appui du gouvernement la suppression des emplois sans avoir au préalable prévu et organisé la reconversion. □

## Le mouvement du milliard pour le Vietnam continue sa campagne

**L**es organisateurs du Mouvement nous communiquent la lettre suivante reçue de Hanoï :

*Chers Amis,*

*Nous avons l'honneur d'accuser réception au début de cette année de vos premiers envois totalisant la somme de 800.000 NF. Apprenant aussi avec grand plaisir que le vaste mouvement du milliard de francs pour le Vietnam continue à se développer et à remporter de grands succès, nous nous permettons de vous en adresser nos sincères remerciements.*

*Dans notre lutte pour la paix, l'indépendance et l'unification du pays, ce généreux geste nous a profondément touchés, et cela d'autant plus que moralement il symbolise les sentiments de sympathie et de solidarité de milliers d'amis français. Nous vous prions en conséquence de bien vouloir leur transmettre nos sentiments de vive gratitude.*

Pour la Société de la Croix-Rouge de la République Démocratique du Vietnam,  
Le Président :

Docteur VU DINH TUNG.

La campagne ne doit pas s'arrêter là. Le Mouvement du Milliard appelle tous ceux qui se sentent solidaires de la lutte du peuple vietnamien à concrétiser cette solidarité par une aide matérielle aussi importante que possible.

B.P. 34-13 Paris.

C.C.P. 17-313-02 Paris.

## Avant la rencontre de Bruxelles

**C**'est dimanche prochain 9 avril que se tiendra à Bruxelles une rencontre internationale des partis qui, en Europe, se réclament de la gauche socialiste.

Cette rencontre, qui n'est qu'une première prise de contact, a été organisée à l'initiative du P.S.I.U.P. italien. Elle s'ouvrira par un rapport du camarade Vecchiotti. Un débat s'ouvrira ensuite entre les diverses délégations sur le thème suivant : « La liquidation des blocs militaires et donc, en ce qui nous concerne, de l'O.T.A.N.; possibilités concrètes d'une action commune. »

Le P.S.U. sera représenté à cette première rencontre par Claude Bourdet et Pierre Naville.

## La détention de M' Smadja et l'arbitraire

**D**epuis le 22 mars 1967, M. Henry Smadja, directeur-gérant de notre confrère *Combat*, est détenu en Tunisie.

Dans l'ignorance où l'on tient l'opinion, toutes les suppositions demeurent possibles et nous ne voudrions, pour notre part, n'en retenir à priori aucune. Toutefois, on est, il faut le dire, surpris du peu de diligence dont ont fait preuve jusqu'ici les pouvoirs publics français. Que l'on se souvienne pour mémoire avec quelle rapidité Paris était intervenu lorsque la police algérienne avait arrêté M. Hervé Bourges au moment du passage de M. Boumaza à l'opposition. Il est vrai que M. Bourges appartient à la même famille que M. Yvon Bourges, tandis que M. Smadja dirige un journal qui possède l'immense mérite d'appartenir à ce qui reste de « presse libre ». Autant dire que le comportement souvent critique suivi par *Combat* à l'égard de la politique officielle et gouvernementale pourrait être à l'origine du peu d'empressement noté chez les autorités françaises à intervenir auprès de Tunis.

Quoi qu'il en soit, un fait demeure, grave, injustifiable : la longue détention préventive de M. Smadja sans publication d'aucune accusation. Ce fait, nous le dé-

nonçons comme à chaque fois nous avons dénoncé dans ces colonnes des dénis de justice. Plusieurs de nos confrères ont protesté, la « Ligue des Droits de l'Homme » a agi de même; nous nous associons à ces protestations. Ajoutons même que nous nous octroyons le droit, pour avoir suffisamment lutté pour le respect de la démocratie et de la liberté dans le cadre des guerres coloniales, de protester encore plus vigoureusement auprès d'un gouvernement qui, moins que tout autre, ne pouvait se permettre de bafouer les droits fondamentaux de l'individu. Tunis, Alger, Rabat, Djakarta, Riad, Kinshasa, etc., la liste est longue des capitales du tiers monde où la justice la plus élémentaire est bafouée. A ce titre, l'affaire Smadja illustre une fois de plus ce que nous devons déplorer et condamner, au nom même des idéaux du tiers monde. □

## Malinovski - un maréchal docile

Les dirigeants soviétiques ont toujours craint leurs généraux. De Trotsky à Staline, de Toukhatchevski à Joukov, les chefs militaires ont été écartés lorsqu'ils devenaient trop puissants, et surtout lorsqu'ils s'occupaient un peu trop de politique.

Le maréchal Malinovski était, lui, un ministre idéal. Il n'avait pas d'ambition et aucun de ses discours ne trace un programme politique. Il lui arrivait de gêner ou d'énervier les dirigeants soviétiques, jamais de les inquiéter. Dans les débats stratégiques, il occupait une position centriste : « Un seul type d'armes (disait-il) ne peut résoudre tous les problèmes de la guerre; le succès n'est possible que sur la base de l'emploi conjugué de tous les moyens. »

Il soutint Khrouchtchev. Il appuya l'opération anti-K.

Les chefs du Kremlin voudraient bien être sûrs de nommer un nouveau ministre de la Défense aussi docile.

Mais cet être rare existe-t-il ?

## SOUSCRIPTION DU P. S. U.

**N**otre premier appel a été entendu. Mais il est indispensable que les efforts entrepris soient largement développés. Notre Parti n'a comme seules ressources que celles qui lui viennent de ses militants et de ses sympathisants.

Grâce à leur aide et à leur compréhension, nous avons pu mener une campagne importante. Il est indispensable maintenant d'apurer tous les comptes, pour permettre à notre Parti d'engager de nouvelles batailles.

Amis lecteurs, nous comptons sur vous. Adressez vos dons et souscriptions à Jean Arthuys, trésorier national, C.C.P. Paris 14020-44.

## Editorial

## Majorité et opposition

Harris Puisais

Arrivée bourrée de complexes, la majorité s'en est allée, ce 3 avril, délivrée et confiante. Elle venait, selon le propos de Chaban-Delmas, de se donner « un acte de naissance authentique »... un acte doublement parrainé par les « Oui, mais » giscardiens et les « Non, mais » lecanuettistes.

Ainsi se finit donc le rêve de tous ceux — de la Grande Fédération au Centre Démocrate — qui avaient cru à un dégel du centre !... Gaston Defferre est devenu le candidat de la gauche, communistes inclus ; Maurice Faure est toujours député radical « et » socialiste ; Frédéric Dupont s'apparente à un groupe de « progrès » et de « style nouveau » et Lecanuet fait une amère retraite, cédant l'initiative au remuant et malin Jacques Duhamel, ancien directeur de cabinet d'Edgar Faure, lorsque celui-ci, ministre des Finances de la IV<sup>e</sup> République, était également conseillé par Valéry Giscard d'Estaing !...

Le fait est là : cette majorité d'une vingtaine de voix nous donne une saine appréciation du centrisme qui n'est en réalité que l'expression doctrinale de situations électorales particulières.

Mais cette nouvelle majorité ne saurait rester intangible. Et comme il est vain pour elle d'espérer en une mutation des voix de l'opposition de gauche, c'est en son sein que couvriront les menaces de division.

\*  
\*\*

Pour le moment, aucun des députés centristes n'avait envie de revenir devant les électeurs — et le savant dosage de leurs votes n'est en fait que la seule expression d'une solidarité intéressée et habile.

Pour le moment également, tous les giscardiens rivalisent d'honnêteté dans le soutien.

Mais la suite dépendra de la politique faite par le nouveau gouvernement Pompidou.

Deux hypothèses sont avancées.

Pour les uns, la situation sociale est responsable du semi-échec de la V<sup>e</sup> République. Par conséquent, c'est dans ce domaine qu'il faut agir. Et le général de Gaulle imposera (pensent-ils) au gouvernement des mesures hardies en ce sens. Ne dit-on pas qu'il aurait déjà demandé à un leader syndicaliste de lui préparer des projets sur la reconnaissance du droit syndical dans les entreprises et sur la création d'une Caisse de Garantie de l'Emploi ?... Vallon disparu, il ne reste plus guère que l'éternel Capitaine pour y croire. Aussi fait-il encore beaucoup de

bruit pour prouver son existence... en vain!

Pour les autres, l'important est de conserver les députés du centre dans la majorité, voire même d'en augmenter le nombre. Il faut donc leur donner confiance, éviter qu'ils ne partent, à nouveau vexés, vers la gauche. Les mesures à prendre doivent donc rassurer les classes moyennes, calmer l'inquiétude du secteur privé, réintégrer au gaullisme ses alliés naturels que sont les hommes du conservatisme soucieux de l'ordre capitaliste et de la défense de leurs intérêts de classe.

Et nous sommes certains que les tenants de cette thèse l'emporteront. Ils préparent déjà la lutte de l'après-gaullisme sur ces bases, et c'est à quoi songent plus particulièrement Chaban-Delmas et Giscard d'Estaing lorsqu'ils veulent aboutir à un grand Parti Conservateur !

C'est pourquoi nous pensons que même si des initiatives sont prises dans le domaine social, la politique du gouvernement restera fondamentalement, dans la ligne du V<sup>e</sup> Plan, une politique conservatrice.

\*  
\*\*

Tout cela doit prouver à la gauche qu'elle a encore beaucoup à faire si elle veut conquérir la majorité et qu'elle ne doit pas commettre la moindre erreur. Certes, l'unité de la gauche s'est affirmée au cours de la campagne présidentielle, et nous considérons la création d'une délégation de la gauche parlementaire comme une initiative positive, mais si la gauche veut être à la hauteur de son ambition, il est nécessaire que les hommes qui l'animent se dégagent de tout esprit de clocher et remettent leurs rancunes. Il y a tant de travail à faire que la gauche ne pourra se passer de personne, et, en particulier, de tous ceux qui, depuis longtemps, ont mis l'accent sur la nécessaire élaboration d'un programme politique commun.

Les militants qui se sont battus aux récentes élections savent bien en effet que si les candidats de la gauche avaient partout défendu le même programme, il n'y aurait plus aujourd'hui de majorité gaulliste.

Qu'on y songe dès à présent : les futures compétitions électorales tendront à regrouper plus encore les forces politiques. Mais les électeurs voteront de plus en plus sur la base de propositions politiques claires et précises.

L'opposition doit comprendre qu'elle ne saurait être seulement et éternellement négative. Elle doit, certes, dès maintenant se préparer à

attaquer le gouvernement à l'occasion des échéances redoutables qu'il va devoir affronter ; mais « attaquer » sur la politique européenne, sur les problèmes de reconversion, sur l'échec de l'aménagement du territoire... c'est proposer d'autres solu-

tions, c'est donc discuter et étudier au préalable des projets à offrir en alternative.

C'est revenir au critère essentiel du programme. A cette tâche, le P.S.U. entend travailler avec la ferme volonté d'aboutir à un accord. □

## Communiqué du P.S.U.

Le P.S.U. appelle ses militants à participer activement aux actions de solidarité destinées à appuyer le mouvement de grève des mineurs de Lorraine en lutte pour assurer la survie de leur région.

Cette grève témoigne de la gravité de la crise qui secoue la Lorraine : sur le plan social, celle-ci se traduit par des suppressions d'emploi, des difficultés croissantes de reclassement, une réduction importante du pouvoir d'achat des mineurs.

La crise lorraine, survenant après beaucoup d'autres, constitue le véritable constat de faillite d'une politique d'aménagement du territoire incapable de soumettre les entreprises privées à l'intérêt général. En effet, aucun des problèmes posés en Lorraine depuis des années par les organisations syndicales n'a été réglé : les conversions n'ont pas été préparées à temps, l'implantation d'industries nouvelles n'a pas été sé-

rieusement recherchée, la formation professionnelle a été négligée.

Aujourd'hui, ce sont les mineurs de fer qui font les frais de la mauvaise volonté patronale et de l'imprévoyance gouvernementale. Demain, d'autres corporations seront atteintes.

La leçon est claire : il est impossible de laisser à l'initiative privée le soin d'assurer le développement économique régional.

Dans l'immédiat, aucun licenciement ne doit être admis sans reclassement à salaire égal. Et pour ranimer la vie régionale, il faut réviser les objectifs du V<sup>e</sup> Plan, développer les investissements publics, contrôler les investissements privés, créer des organismes régionaux représentatifs de la population ayant pouvoir de décision en matière économique dans le cadre d'une planification nationale élaborée et contrôlée démocratiquement. Ce qui exige un changement complet de politique. □

## Messages au P.S.U.

VEREINIGUNG JUNGER  
SOZIALDEMOKRATEN  
DER SCHWEIZ

Union des Jeunesses  
Socialistes Suisses

L'Union des Jeunesses socialistes suisses, réunie en Congrès ordinaire les 18 et 19 mars 1967 à Berne, a tenu à féliciter chaleureusement le Parti Socialiste Unifié, la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste ainsi que le Parti Communiste Français pour la retentissante victoire remportée par la Gauche lors des récentes élections législatives françaises et qui suscite les plus grands espoirs pour l'avenir. — Christian GROBET, président de l'U.J.S.S.

FRENTE PATRIOTICA  
DE LIBERTAÇÃO  
NACIONAL PORTUGAL  
Junta Revolucionaria  
Portuguesa

Chers Amis,

Nous tenons à saluer l'important succès obtenu par le Parti Socialiste

Unifié et par la gauche unie dans les récentes élections législatives de votre pays.

Votre succès constitue un grand encouragement à l'action unitaire des forces démocratiques portugaises, qui luttent au Portugal pour le renversement de la dictature de Salazar et pour la liberté.

Nous sommes sûrs que l'essor de la gauche unie en France favorisera le développement démocratique des peuples d'Europe, contribuera à mettre un terme à l'aide extérieure du gouvernement fasciste et colonialiste de Salazar et qu'il permettra d'accroître sensiblement la solidarité agissante du peuple français aux peuples qui, comme les Portugais, sont encore opprimés par des dictatures fascistes et réactionnaires.

En vous souhaitant de nouveaux succès pour la cause de la démocratie en France, veuillez agréer, chers amis, nos plus chaleureuses salutations démocratiques.

Pour la Junta Revolucionaria Portuguesa : Fernando PO-TEIRAFANTOS; Pedro Ramos de ALMEIDA.

S.N.E.S.

## Partage de responsabilité ou direction homogène

Jean Petite

Le 23 mars s'ouvrait à Paris le premier congrès du nouveau syndicat des Enseignements du second degré, né l'an dernier de la fusion du secteur classique moderne et du secteur technique.

Pour le S.N.E.S., il y eut donc une année de rodage avant le congrès et les élections du mois de mai qui doivent donner forme pour le syndicat tout entier à une direction.

Trois constatations s'imposent au lendemain de ce congrès.

Deux grands courants de force comparable partagent le S.N.E.S.. D'un côté l'autonomie héritière de la tradition actuellement majoritaire à la F.E.N. et à laquelle Astre l'un des secrétaires généraux du S.N.E.S. s'efforce de donner un second souffle. Ce dernier a réussi à résorber l'un des courants qui s'était constitué dans le classique et moderne en mettant l'accent sur la défense du second degré. Sans doute espérait-il ainsi passer le cap difficile d'une fusion accomplie à un moment où les réactions à l'arrêt de la grève administrative de 1965 mettaient en échec la direction autonome du secteur classique et moderne, et retrouver une majorité confortable de gouvernement.

C'était sans doute sous-estimer la force de l'autre courant « Unité et Action ». Il est le seul à comprendre des communistes ; certains même ont malice à n'y voir qu'eux ; mais précisément il n'a réussi à s'implanter que parce qu'il a regroupé de nombreux militants acceptant des responsabilités et appartenant aujourd'hui à tous les courants de la gauche. Il offre actuellement la seule équipe de rechange possible, bien qu'il s'en défende puisqu'il vise au partage des responsabilités, non la conquête d'un pouvoir. Les élections partielles pour des sections académiques ont révélé sa progression : à Aix, avec un gain de 15 % de voix « Unité et Action » emporte 2/3 des sièges. A Bordeaux où il était très minoritaire il obtient 47 % des voix. A Paris enfin, malgré la personnalité et le travail de Letonturier à la tête de l'équipe autonome, la liste « Unité et Action » l'emporte avec 23 sièges sur 45 à la C.A. dont 16 pour les autonomes.

En conséquence après le refus par Letonturier de poursuivre dans les conditions générales du S.N.E.S. l'expérience de partage des responsabilités, Alaphilippe et Blanchard deviennent secrétaires généraux de la section académique.

Dans ces circonstances 43,8 % pour le rapport d'activité, 43,2 % contre, 13 % d'abstention avec 35.632

suffrages exprimés, voilà un score nul qui satisfait les autonomes dans la mesure où ils craignaient le pire et les opposants dans la mesure où il consacre leur force, le vote intervenant à froid et non plus seulement dans la suite d'une action manquée.

Deuxième constatation : les larges majorités qui se sont dégagées sur les divers rapports font contraste avec l'affrontement du rapport d'activité. En pédagogie Simon pour les autonomes, Blanchard et Petite pour Unité et Action ont aidé à ce qu'aboutissent les efforts de rapprochement esquissés en commission nationale et en congrès académique. Il en fut de même en corporative pour Cheramy, secrétaire autonome de la commission et Alaphilippe ou des secrétaires de catégorie « Unité et Action » comme Suzanne Cheinet et Patard. Ainsi le S.N.E.S. a achevé de définir les lignes d'une vraie réforme, une conception du baccalauréat, de la recherche pédagogique. Sur des objectifs clairement définis (maintien d'un haut niveau de qualification des maîtres, retour à des effectifs pédagogiques normaux, réductions des obligations de service des professeurs non agrégés et des étudiants surveillants, intégration dans le corps des professeurs titulaires des adjoints d'enseignement et des maîtres auxiliaires) le nouveau S.N.E.S. a défini un calendrier d'actions. Sur proposition de la section de Reims, il a manifesté sur intention de décentraliser les actions en créant dans chaque ville des Comités d'Etude et d'Action associant organismes du C.N.A.L., enseignants, parents d'élèves, syndicats ouvriers. Enfin sur le plan des contacts entre centrales syndicales, le S.N.E.S. a maintenu sa position contre toute exclusive, ce qui vaut d'être signalé au moment où sur le plan de la fonction publique on en revient à la pratique des contacts bilatéraux.

Troisième constatation : le problème de la direction des luttes et des organisations syndicales est celui qui a dominé le congrès et sur lequel les élections de mai se feront : direction associant les divers courants sur la base du programme comme défini au congrès, comme le voudrait « Unité et Action », direction homogène et droit d'expression des minorités comme l'affirment les autonomes. Les camarades « Unité et Action » ont pour eux le climat général, le fait que 1967 n'est plus 1948 et surtout la constatation qu'au S.N.E.S. aucune direction ne semble possible à la longue sans un accord. Les camarades autonomes gardent pour eux l'appui de la majorité fédérale et



Une nouvelle recherche pédagogique.

Agip

dans une certaine mesure le réflexe anticommuniste qui disparaît moins vite chez certains cadres syndicaux que dans l'opinion. Déjà Drubay parlant au nom de ses camarades a déclaré leur intention d'appliquer loyalement les statuts et de garantir le droit des minorités. Astre a rappelé la volonté des autonomes d'ouvrir le débat sur les conditions de l'unité syndicale. Mais ici les réserves quant à l'accord C.G.T.-C.F.D.T., les retards du processus syndical de discussion sur l'unité, relativement à ce qui se passe au niveau politique fixent une limite à la réalisation de cette intention.

Mais au-delà du S.N.E.S., c'est la F.E.N. qui est en question. Les autonomes du S.N.E.S. pensent pouvoir y introduire un esprit nouveau, des méthodes nouvelles (Cheramy n'y est-il point secrétaire de la commission des méthodes et structures fédérales ?). « Unité et Action » estime de son côté que c'est en faisant basculer le S.N.E.S., en y appliquant ces méthodes nouvelles qu'on sera en mesure de créer à la F.E.N. la situation nouvelle qui changera quelque chose.

En refusant de suivre Astre sur un amendement dont le sens était que, sur la formation des maîtres de l'enseignement élémentaire, le S.N.E.S. n'affirme point de thèse, le congrès a sans doute montré sa volonté d'in-

dépendance et d'initiative au sein de la F.E.N. Il est vrai qu'il s'est retrouvé avec Astre pour condamner certaines formulations d'un journaliste de l'« Humanité » contre les éléments qui ont tenté d'empêcher la reprise du travail décidée à Rhodiacta par l'ensemble des organisations syndicales.

Mais ceci pourra-t-il compenser cela ? On peut en douter si le mouvement d'unité qui s'impose sur le plan politique, se développe sur le plan syndical au travers des luttes en cours. L'obligation d'agir ensemble contre le pouvoir fera avancer les discussions sur les conditions de la réunification d'une manière originale, dans un cadre qu'aucun n'avait sans doute prévu à l'avance. Les conditions dans lesquelles les affrontements se produisent aujourd'hui au S.N.E.S. pourraient en faire au lendemain des élections de mai, avec la bonne volonté de chacun, un laboratoire de l'unité. □

P.S. - Nous avons omis de parler des deux autres courants qui se manifestent au S.N.E.S., Ruff et Ecole Emancipée. En effet malgré leur incontestable présence à la tribune du congrès ils ne représentent que de très petites minorités et ne peuvent espérer jouer un rôle que si la division des deux grands courants leur laisse la possibilité de faire, en certains votes, l'appoint.

### LES LECTURES UNIVERSELLES présentent

- LES TERRORISTES (de la Russie tsariste à l'O.A.S.), par GAUCHER Roland ..... 21,50
  - Les actes terroristes du siècle - F.L.N. - STERN - Macédonien, etc. -
  - YALTA ou le partage du monde, par CONTE Arthur ..... 19,50
  - DRAMES ET TRAGEDIES DE L'HISTOIRE, par CASTELOT André ..... 16,50
  - L'AVENTURE ALGERIENNE CONTINUE, par FONTAINE Pierre ..... 12,00
  - L'Algérie actuelle, les prétentions soviétiques, américaines et les positions françaises -
  - L'ETAT SAUVAGE, par CONCHON Georges ..... 13,50
  - L'amour entre une Blanche et un Noir, le racisme des Blancs et des Noirs -
- Cl-joint la somme de ..... F. par chèque-postal, chèque bancaire, mandat-lettre, à l'ordre de M. W. NUSSBAUM (rayez les mentions inutiles).
- LES LECTURES UNIVERSELLES, 3 bis, Grande-Rue - 57-ROSSELANGE

## Syndicats

# A propos de la hiérarchie des salaires

Maurice Combes

Si la division syndicale n'exclut pas des actions communes pour de véritables négociations avec le gouvernement et le patronat, il faut reconnaître que les syndicats ne sont pas toujours d'accord entre eux sur le contenu des revendications, même lorsqu'il s'agit de revendications de salaires. La répartition des augmentations obtenues, les questions de hiérarchie n'ont pas fini de soulever des controverses au sein du mouvement syndical, parfois à l'intérieur d'une même organisation. Comment en irait-il autrement alors que dans les sociétés industrielles le nombre de cadres et d'agents de maîtrise ne cesse d'augmenter, alors qu'en France les syndicats se réclament au départ de philosophies différentes ? C'est ainsi qu'on a pu se demander si les divergences des syndicats de l'E.G.F. en matière de rémunération ne constituaient pas une menace pour l'accord C.G.T.-C.F.D.T. Alors que ce danger paraît écarté, il n'est pas inutile de revenir sur les problèmes posés un débat qui a largement agité le monde syndical.

### Ouverte ou fermée

A la fin de l'année dernière, un rapport soumis au congrès de la Fédération des Ingénieurs et Cadres C.F.D.T. déclarait, tout en se défendant d'opter « pour un égalitarisme anti-économique et finalement injuste », qu'« il est conforme à la raison de concevoir le partage des fruits de la croissance économique de telle sorte que le progrès de niveau de vie soit plus rapide en pourcentage d'accroissement pour les moins favorisés ». Cependant, le rapport ajoutait : « Il est facile de l'accepter, en principe, moins aisé de l'accepter en fait. » Surtout si l'on constitue une organisation de cadres.

Et pourtant, cette conception d'augmentations différentes en pourcentages devait être reprise dans un projet mis au point à la même époque par les syndicats C.F.D.T., F.O. et C.G.C. de l'E.D.F., la C.G.T. prenant position contre ce projet. En fait, ce dernier avait un double aspect. Selon René Ducatillon, secrétaire général de la Fédération du Gaz et de l'Electricité, il serait possible — si les objectifs du V<sup>e</sup> Plan étaient respectés — « de doubler en vingt ans le pouvoir d'achat du manoeuvre et de majorer de 50 % celui de l'agent au sommet de la hiérarchie », c'est-à-dire d'aboutir en fin de compte à un resserrement de l'éventail des salaires. Par ailleurs, il s'agissait de « créer les conditions d'une véritable négociation... soit dans le cadre statutaire, soit dans le

cadre de la procédure Toutée ». Aussi bien, sans formuler des propositions aussi précises, les cheminots C.F.D.T. se prononçaient « pour une véritable politique des revenus » (à la différence des cheminots F.O. adversaires délibérés de la procédure Toutée).

Une telle position impliquait en effet l'acceptation de lier les salaires au Plan et une certaine politique des revenus, politique que le pouvoir pratique, en tout état de cause, à sa manière. On voit l'ampleur des problèmes posés par le projet des syndicats de l'E.G.F.

Encore faut-il ajouter que pour justifier celui-ci, Ducatillon s'appuyait... sur l'accord C.G.T.-C.F.D.T. du 10 janvier 1966 qui prévoyait, outre l'amélioration du pouvoir d'achat et des conditions de vie de tous les salariés, l'amélioration du pouvoir d'achat « des plus défavorisés » (formule souvent reprise par la C.F.D.T.).

Cette interprétation n'était pas celle de la C.G.T. qui réagissait vivement contre le projet des syndicats C.F.D.T.-F.O.-C.G.C. de l'E.D.F., en particulier par la voix de René Le Guen, leader des cadres C.G.T. Soulignant que « l'égalitarisme est une absurdité économique qui ne pouvait se justifier qu'au début du machinisme », ce dernier déclarait : « Ce qui est scandaleux dans la hiérarchie des revenus, ce n'est pas ce que gagnent les cadres, c'est ce que perçoivent les actionnaires. » Thèse peu valable pour le secteur public, mais Le Guen ajoutait : « Notre but n'est pas que les travailleurs se battent entre eux sur la répartition de salaires de misère... L'écrasement de la hiérarchie ne profitera pas aux catégories les plus défavorisées. Lorsque les salaires des cadres montent, tous les salaires suivent. »

Cela n'apparaissait pas évident au responsable des cadres C.G.C. de l'E.G.F., Gilbert Nasse, qui reprochait à la C.G.T. de tenir un certain langage aux agents du sommet et un autre plus égalitaire à ceux de la base. La Fédération C.G.C. du Gaz et de l'Electricité de France remarquait également que « les sociétés qui présentent l'éventail hiérarchique le plus ouvert sont celles où le niveau économique est le moins élevé. L'éventail hiérarchique se ferme au fur et à mesure que le niveau économique s'accroît. »

Ce faisant, les amis de Gilbert Nasse répondaient à l'argumentation du président de la Confédération Générale des Cadres, André Malterre, qui, désavouant sa fédération E.G.F., avait déclaré : « Une économie en expansion a besoin d'un



Gilbert NASSE. Où est la vérité ?

Keystone

grand nombre de cadres. Vouloir systématiquement porter atteinte à la hiérarchie des salaires revient à freiner l'expansion économique. La hiérarchie des salaires n'est rien d'autre qu'un investissement intellectuel. »

Où est la vérité ? Globalement, les cadres C.G.C. de l'E.D.F. ont incontestablement raison. Il reste qu'il y a cadre et cadre et qu'il peut apparaître normal, dans la limite d'accords d'entreprises ou de conventions collectives particulières, de favoriser les techniciens dont la compétence est la plus recherchée. Une telle position n'implique pas le ralliement à ce « poujadisme des cadres » dont un organe comme *l'Express* s'est fait le champion, position qui va de pair avec la recherche d'un néo-centrisme sur le plan politique. Il va de soi que cette position n'est pas celle de la C.G.T. et il reste à expliquer comment celle-ci a pu se rencontrer un moment avec M. Malterre dans la critique du projet E.D.F., ce qui ne peut se faire qu'en examinant les implications politiques de celui-ci.

### Un cadre pour la négociation

En acceptant de lier les salaires au Plan, les syndicats E.D.F. paraissent cautionner le V<sup>e</sup> Plan contesté par les confédérations pour son élaboration non démocratique et ses objectifs insuffisamment sociaux. Mais indépendamment du contenu du Plan, la nature même d'une telle démarche était mise en cause par M. Malterre qui estimait que « vouloir faire reposer des accords de salaires sur des prévisions aussi aléa-

toires à long terme constitue une erreur économique fondamentale ».

Si critique que soit la C.G.T. à l'égard de la planification actuelle, elle ne pouvait évidemment développer une telle argumentation néo-libérale. Elle mettait par contre l'accent sur le contexte politique et sur les risques de dissociation du front syndical que comportait la position de la C.F.D.T.-E.D.F. « Nous ne croyons pas, avait déclaré René Le Guen, qu'il soit possible de parvenir à des accords sincères tant que le contenu du pouvoir n'aura pas changé. Il en irait différemment si, au lendemain des élections législatives, nous nous trouvons devant un gouvernement démocratique. »

Il est vrai que les pourparlers à E.G.F. ont tourné court et qu'en février les représentants de la C.F.D.T. ont quitté la commission Grégoire en regrettant que le gouvernement « refuse de laisser constater l'évolution du pouvoir d'achat au cours de l'année écoulée ». En dépit de son verbiage social, le pouvoir gaulliste refuse la conclusion de « contrats de progrès » dans le secteur nationalisé.

Un gouvernement de gauche traiterait sans doute plus facilement avec les syndicats, mais en dehors des problèmes que pose la situation financière des entreprises publiques et qui résulte des charges qui leur sont imposées, il ne pourrait satisfaire toutes les revendications, sous peine de déclencher l'inflation et de ramener rapidement la droite au pouvoir. Il lui faudrait bien accorder une priorité aux plus défavorisés et trouver un cadre approprié pour la négociation. □

## Le pouvoir à Saïgon

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

Johnson, dans sa lettre à Ho Chi Minh ? « Je suis prêt, dit-il, à ordonner la cessation des bombardements contre votre pays et à arrêter toute augmentation des effectifs des forces américaines au Vietnam du Sud, et cela dès que je serai assuré que l'infiltration vers le Vietnam du Sud, par terre et mer a cessé. » Dans ce cas de « sérieuses discussions privées » pourraient mener « vers une paix rapide. » Autrement dit, cessez de soutenir les révolutionnaires du Sud-Vietnam, laissez-nous renforcer le gouvernement Ky, et nous cesserons d'attaquer votre pays. A cela, Ho Chi Minh a fait la réponse qu'il n'a jamais cessé de faire : « Le gouvernement des Etats-Unis doit cesser définitivement et inconditionnellement les bombardements et tous autres actes de guerre contre la République Démocratique du Vietnam, retirer du Vietnam du Sud toutes les troupes américaines et satellites, reconnaître le Front national de Libération du Vietnam du Sud et laisser le peuple vietnamien régler lui-même ses propres affaires. »

Quant au secrétaire général de l'O.N.U., sa position est plus nuancée, mais ne tient pas compte de la position de Hanoï. Il demande :

1 - Un cessez-le-feu avec maintien en l'état ;

2 - Des conversations conduisant à la reprise de la conférence de Genève. Il ajoute que pour discuter du cessez-le-feu, la participation du gouvernement de Saïgon et du Front national de Libération seraient nécessaires. A ces propositions, que Johnson a fait mine de trouver intéressantes et que le général Ky a repoussées en affirmant « pour la mille et unième fois » que son gouvernement « refusera de négocier avec le soi-disant Front national de Libération », Hanoï a répondu que cela consistait à substituer « la désescalade réciproque » à « l'arrêt inconditionnel des bombardements ». Appeler les deux parties au cessez-le-feu, dit sa mise au point, « à entamer des négociations sans condition au moment où les Etats-Unis font de sérieux pas dans l'escalade militaire dans les deux zones du Vietnam, c'est ne pas distinguer les agresseurs des victimes de l'agression. »

Voilà qui est clair. Toutes les tentatives de compromis, en admettant qu'il s'agisse vraiment de compromis, se heurtent à deux faits essentiels qui rendent définitivement caducs les accords de Genève comme base d'une négociation quelconque. D'abord, l'agression américaine contre le Nord-Vietnam par voie aérienne et navale. Cette destruction systématique a créé une situation que n'avaient évidemment pas prévue les accords de Genève : l'agression militaire directe d'un pays indépen-

dant par les Etats-Unis. Pour que de Gaulle en personne se soit prononcé contre ces bombardements ininterrompus, menés à partir de porte-avions, de la VII<sup>e</sup> Flotte, des îles du Pacifique et de Thaïlande, il faut vraiment qu'il s'agisse d'une sorte de scandale international, tout aussi insupportable que la violation de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie par les troupes d'Hitler. Aucun pays indépendant soumis à une attaque systématique de cette sorte ne pourrait négocier sous cette menace permanente. Si un cessez-le-feu au Sud-Vietnam doit être un maintien du statu quo, cela signifie que tout bombardement du Vietnam du Nord doit d'abord cesser pour que ce statu-quo devienne possible. Autrement, demander un cessez-le-feu au Nord et au Sud revient à légitimer les bombardements américains.

M. Thant a dû finalement reconnaître lui-même cette situation puisque dans une nouvelle déclaration faite le 3 avril il a indiqué que sa première proposition avait surtout pour objet de faire voir l'impasse où la guerre était engagée, mais qu'il pensait que la seule solution possible pour aboutir à des négociations était maintenant un cessez-le-feu conditionnel unilatéral de la part des Etats-Unis, et l'arrêt sans conditions des bombardements du Nord.

### Le pouvoir à Saïgon

L'autre fait capital, c'est la situation du pouvoir à Saïgon et dans la plus grande partie du Vietnam du Sud.

Après dix ans de crises successives, après trois ans de guerre intérieure ouverte, avec l'implantation d'une force militaire américaine de plus de 400.000 hommes, le pouvoir des généraux de Saïgon est plus faible que jamais. Leur base sociale est réduite aux grands propriétaires fonciers, au grand commerce et aux spéculateurs, aux cadres administratifs soumis à la dictature, qui ont perdu tout contact avec la majeure partie du pays. Tenter une « reconstruction économique » sur une pareille base, comme les Etats-Unis les poussent à le faire, c'est jeter de l'eau — ou plutôt des dollars — au tonneau des Danaïdes. L'économie sud-vietnamienne n'est déjà plus une unité. Le pouvoir du F.N.L. domine la plus grande partie des campagnes, et dans les villes le petit peuple des travailleurs artisanaux, des transporteurs, des petits employés, et de la plus grande partie des intellectuels. Comme l'écrivait le *New York Times* le 22 mars, « étant donné que tout règlement politique de la guerre nécessiterait une forme quelconque de participation à la vie nationale des groupes qui constituent actuellement le Front national de Libération, le gouvernement

de Saïgon à constituer devra bien aborder le problème formidable d'une entente politique avec ceux qui sont en rébellion armée. »

Mais ce n'est pas seulement sur le terrain politique et militaire que se développe l'affrontement. C'est ainsi et surtout sur le terrain social, c'est-à-dire celui qui décide de tout dans une guerre civile. Malgré les conditions militaires de la lutte — et souvent grâce à elles — le F.L.N. a commencé une révolution des campagnes qui bouleverse les conditions économiques traditionnelles. Dans les zones libérées, les paysans ont entamé une réforme agraire, constitué des coopératives d'entraide et de production, réorganisé de petites industries et des ateliers artisanaux, en éliminant les gros propriétaires

### Les 4 points de la R.D.V.

- 1<sup>er</sup> point - Reconnaissance des droits nationaux fondamentaux du peuple vietnamien.
- 2<sup>e</sup> point - Respect des dispositions militaires des accords de Genève de 1954.
- 3<sup>e</sup> point - Règlement des affaires du Sud-Vietnam par son peuple, suivant le programme politique du F.N.L. et sans intervention étrangère.
- 4<sup>e</sup> point - Réunification pacifique du Vietnam qui sera l'affaire de la population des deux zones, sans ingérence étrangère.

### Les 5 points du F.N.L.

- 1<sup>er</sup> point - L'agresseur est l'impérialisme américain.
- 2<sup>e</sup> point - Le peuple du Sud-Vietnam entend créer un Etat indépendant, en marche vers la réunification de la patrie.
- 3<sup>e</sup> point - Le peuple du Sud-Vietnam et les troupes du F.N.L. sont décidés à chasser les impérialistes américains du Sud.
- 4<sup>e</sup> point - Le peuple du Sud-Vietnam fait appel à la solidarité du monde entier.
- 5<sup>e</sup> point - Le peuple vietnamien est résolu à libérer le Sud, préserver le Nord et réunifier la patrie.

et les spéculateurs capitalistes. A travers les lourdes charges de la guerre s'esquisse une révolution sociale, et cette révolution, dont les

généraux saïgonnais comprennent bien le sens, est la raison pour laquelle un « compromis » qui n'en tiendrait pas compte à de moins en moins de chances de succès.

En définitive, la politique américaine ne combat donc pas seulement pour essayer d'abattre le régime de Hanoï — sans parler de celui de la Chine — c'est-à-dire « le communisme mondial », mais pour étouffer si possible une révolution sociale qui se développe au Vietnam du Sud par suite des conditions que l'impérialisme et le féodalisme y ont imposées depuis la défaite de la France en 1954.

C'est pour cette raison fondamentale que les forces vraiment socialistes du monde entier défendent aujourd'hui de façon de plus en plus vigoureuse la lutte des travailleurs vietnamiens pour l'indépendance et pour une vie sociale nouvelle. Le pouvoir à Saïgon reste donc l'enjeu véritable de la lutte, et aucun retour à la paix n'est sérieusement concevable sans que le pouvoir des généraux de Saïgon soit battu.

Ce qui se passe actuellement au Vietnam peut quelquefois paraître lointain ou secondaire vu de l'Europe. Mais c'est une courte vue. Ceux qui parlent de socialisme dans les « pays industriellement développés » sans comprendre que les peuples en lutte directe contre l'impérialisme américain sont leurs meilleurs alliés, et bien souvent même leurs précurseurs, n'ont pas conscience des relations étroites qui unissent aujourd'hui les événements sur tous les points du globe. Le capitalisme américain, lui, a cette conscience : il se bat partout pour imposer ses volontés et ses intérêts — en Europe pour y infiltrer ses capitaux, ses intrigues économiques et ses troupes atlantiques, à Cuba et en Amérique Latine pour y étrangler les rébellions agraires et les mouvements ouvriers, aux frontières de la Chine et de l'U.R.S.S. pour y neutraliser les ferments révolutionnaires. Mais aujourd'hui, c'est au Vietnam que se joue la partie capitale, et c'est au soutien de la plate-forme du gouvernement de Hanoï et du F.L.N. du Vietnam Sud qu'il faut appeler tous les socialistes — comme déjà nous l'avons fait pour les combattants de l'Algérie nouvelle. □

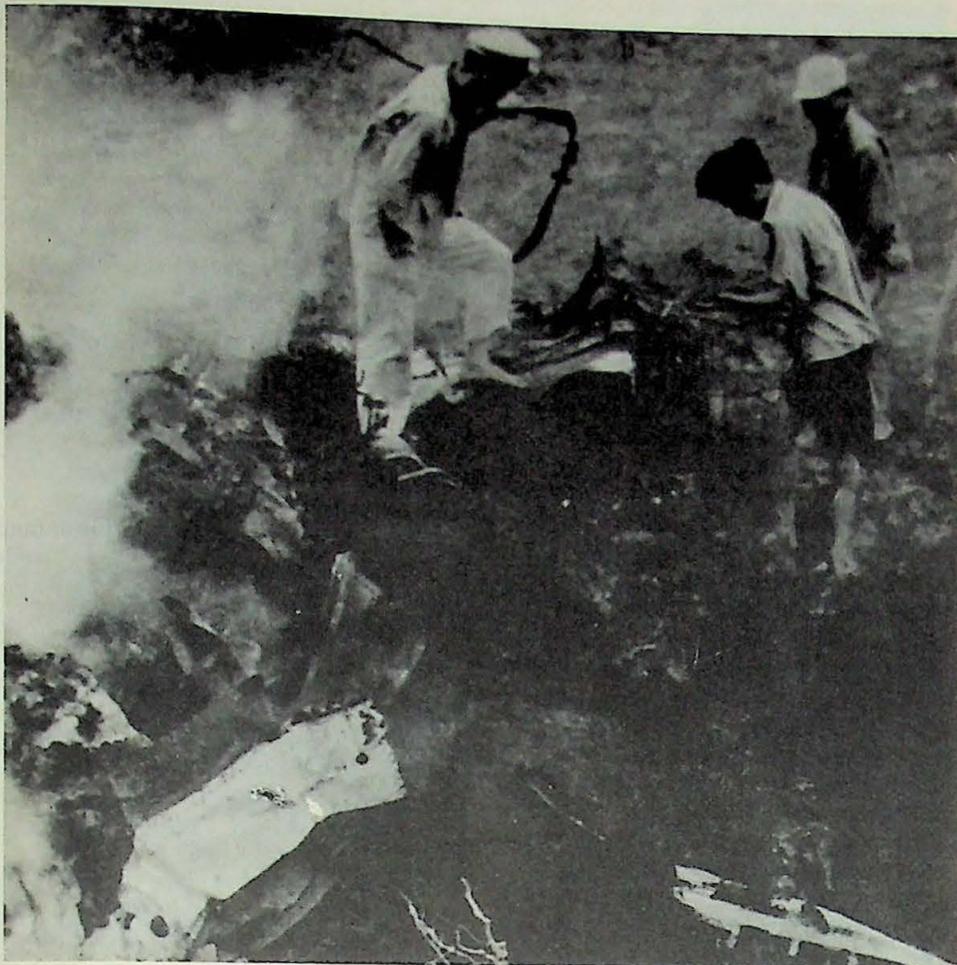
## Comité Vietnam national

### A la pointe du combat contre l'agression américaine

Marc Heurgon

Pierre Naville fait dans ces colonnes le point sur la situation au Vietnam : contrairement à ce que pourraient laisser croire les fausses ouvertures du gouvernement

des Etats-Unis ou les « médiations » qu'il inspire, tout conduit à craindre qu'au cours des prochaines semaines l'escalade américaine ne s'accroisse au Vietnam. C'est dire que la lutte



La destruction n'est plus à sens unique.

Keystone

contre l'agression comme la solidarité avec le peuple vietnamien doivent prendre partout — et pour ce qui nous concerne en France — une vigueur nouvelle. Les prochaines semaines seront à cet égard décisives.

Lors de sa session des 18 et 19 mars, le C.P.N. du P.S.U. a voté une motion (cf. *Tribune Socialiste* n° 320) qui définit clairement la position du parti, affirme l'appui que nous apportons au Comité Vietnam national, invite nos fédérations, sections et militants à se mobiliser pour contribuer à la constitution d'un vaste front anti-impérialiste.

Quelques renseignements permettront sans doute d'y voir plus clair. On sait comment est né le Comité Vietnam national, à la suite de l'appel des cinq — Jean-Paul Sartre, Laurent Schwartz, Alfred Kastler, Henri Bartoli et Pierre Vidal-Naquet.

Il apparaissait alors très urgent de coordonner les efforts de toute une série d'organismes et de comités,

s'occupant de la guerre au Vietnam, nés spontanément pour combler un vide, mais dont la multiplicité risquait de porter préjudice à une action unitaire et efficace. La plupart d'entre eux, tout en conservant leur individualité propre, acceptèrent peu à peu de s'associer aux travaux du Comité national : — tel fut le cas par exemple pour le « Comité de Soutien au Peuple Vietnamien », animé par Claude Bourdet, pour le « Comité d'Action contre la Guerre du Vietnam », groupant des responsables et anciens responsables de mouvements de jeunes, pour la majeure partie des comités universitaires et étudiants, pour le M.C.A.A., pour l'Association Française des Amis de la Fondation Russe (section du « Tribunal International contre les Crimes de Guerre »). De son côté le « Mouvement du Milliard pour le Vietnam », né à l'automne dernier et qui a déjà récolté et versé à la Croix Rouge du Nord-Vietnam près de 100 millions d'anciens francs, fut régulièrement informé des travaux du Comité national et associé à ses initiatives.

Il faut évidemment regretter que les invitations répétées et pressantes adressées par le Comité national au Mouvement de la Paix, soient jusqu'ici restées sans réponse. Pourtant, devant la nécessité, certains particularismes sont contraints de s'effacer : on le vit bien le 16 décembre à Paris, à l'annonce du bombardement de Hanoï, lorsque plusieurs milliers de militants se retrouvèrent sur les boulevards, répondant à l'appel conjoint du Comité national Vietnam, de l'U.N.E.F., du P.S.U. et du P.C.F.

Deux dangers se présentaient qui, si l'on n'y avait prit garde, auraient pu singulièrement limiter l'audience du Comité national. Il pouvait n'être qu'un cartel d'organisations avec tout ce qu'une pareille institution suppose de discussions interminables, de compromis boiteux, de pertes de temps. Les sceptiques annonçaient d'autre part qu'une action résolue sur le Vietnam resterait forcément confinée dans les limites des milieux universitaires ou étudiants ; certains allaient même jusqu'à déplorer à mots couverts un activisme « gauchiste », ayant pour secrète pensée de torpiller l'unité de la gauche française. Les responsables du Comité national se donnèrent au contraire pour mission d'amorcer un processus qui pourrait déboucher sur un véritable mouvement de masse : il fallait pour cela sortir de Paris et du quartier Latin. La grande réunion des 6 heures à la Mutualité, le 28 novembre (7.000 cartes d'entrées vendues) fut suivie pendant trois mois par toute une série de 6 heures, organisées dans les différentes villes de province. Certaines de ces manifestations connurent un grand succès d'affluence : 1.500 personnes à Marseille, 1.200 à Rouen, 600 à Strasbourg ; d'autres manifestations étaient animées par les membres du Comité national ou leurs représentants, à Dijon, à Nantes, à Nice, à Rennes, à Reims, à Montpellier. Chacune de ces réunions donna naissance à la mise sur pied de comités, chargés de poursuivre l'action entreprise. Ainsi à Mâcon, à Troyes, à Sarcelles, à Marseille (avec la participation du Mouvement de la Paix), à Nantes (avec le concours de nombreux militants syndicalistes). Au fur et à mesure de leur développement, ces comités étaient amenés à se subdiviser afin d'atteindre de nouveaux milieux dans les quartiers ou dans les entreprises : à Nantes le premier comité a donné naissance à 5 autres ; à Paris 16 existent déjà ; plusieurs comités d'entreprises sont en formation. Au premier bilan, on enregistre 200 comités en action, ce qui permet dès maintenant d'aborder une autre étape.

Les 22 et 23 avril (et non les 15 et 16 comme préalablement annoncé), se tiendront à Issy-les-Moulineaux, les premières Assises nationales du Comité national Vietnam. On compte recevoir environ 500 représentants des différents comités de base. Deux rapports seront présentés, l'un sur les thèmes politiques (on en trouvera ci-contre de substantiels extraits), l'autre sur les mesures d'organisation et d'action. La discussion générale s'engagera ensuite au sein de 5 commissions de travail.

Compte tenu des premiers résultats, il est maintenant possible au Comité national de poser certains problèmes d'organisation, alors qu'il aurait pu buter en les posant trop tôt. Il doit se donner une direction émue, afin de dépasser le cadre habi-

tuel d'un comité de personnalités ; il doit ne pas se cantonner dans les discussions de sommet, mais articuler l'action des différents comités de base, au moyen de bureaux de coordination, régionaux et locaux ; il doit surtout lier étroitement l'analyse politique à des mots d'ordre précis, en fonction des objectifs à atteindre.

Le rapport préparatoire souligne à juste titre que l'adoption des 4 et 5 points comme base de la propagande des comités Vietnam n'interdit pas, mais au contraire facilite les campagnes sur des mots d'ordre précis chargés de répondre à tel ou tel événement, à telle ou telle conjoncture. La liste est imposante des activités à mener dans les différents domaines : poursuite des meetings type 6 heures ; campagnes et manifestations pour l'arrêt immédiat et inconditionnel des bombardements, contre l'emploi des armes chimiques ; solidarité matérielle avec les Vietnamiens, en particulier par la poursuite de l'action engagée par le Mouvement du Milliard ; soutien de l'action du tribunal Roussel contre les crimes de guerre ; dénonciation des tolérances françaises à l'égard des productions de guerre destinées au Vietnam ; actions de boycott des produits américains ; soutien des déserteurs et insoumis américains ; accueil de représentants du Vietnam en France dans un but d'information, etc.

Il reste énormément à faire dans ces différents secteurs, mais le Comité national a raison d'affirmer que seule une perspective politique d'ensemble permettra de coordonner ces actions et de leur donner tout leur sens. Il n'y met aucune prétention à la direction exclusive de la lutte contre l'impérialisme américain en France ; la preuve en est dans la décision prise par le Comité de participer le 21 mai aux « États Généraux pour la Paix au Vietnam », dans la mesure où cette participation lui permet de développer sa propre orientation et tout en regrettant l'absence de référence à la solidarité politique avec les Vietnamiens, dans le texte initial de l'appel.

Ce faisant, le Comité Vietnam donne, dans un secteur particulier, un bon exemple de ce que doit être une véritable politique unitaire, celle qui propose à tout moment d'agir ensemble, sans jamais cacher les points de désaccord qui restent à surmonter. □

## BULLETIN D'ADHÉSION

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>).

● Pour tous renseignements sur le Comité Vietnam national : écrire à Laurent Schwartz, Comité Vietnam national, B.P. 4305 Paris, 6, rue Lalande - Paris XIV<sup>e</sup> Tél. : SEG. 60.21.

Les extraits du rapport politique sont en page 9.

## Le bilan d'une campagne

Les comptes sont faits maintenant : chaque formation a recensé ses élus, soupesé ses voix, trituré ses pourcentages. Bilan certes important en matière d'élections législatives, mais qui, pour un parti, n'est pas tout et n'est même pas l'essentiel. Une campagne électorale, c'est d'abord l'occasion d'atteindre une opinion plus politisée qu'à l'ordinaire, de faire connaître son programme, de gagner des sympathies, de faire des adhésions. C'est cette nécessité de développer son implantation qui a conduit le P.S.U. à présenter plus de 100 candidats, à mener campagne là même où il ne pouvait pas être sur les rangs. Il est encore trop tôt pour dresser un bilan définitif, car c'est à chaque Fédération qu'il appartient de tirer les conclusions et de bâtir de nouveaux plans de développement. Pourtant, en se bornant aux seules demandes parvenues directement au siège national, il est possible de fournir certains renseignements.

Chaque jour, un volumineux courrier apportait et continue d'apporter des demandes de renseignements sur le P.S.U., son programme, ses consignes de vote. Pendant la durée de la campagne, plus de 500 demandes d'adhésion sont parvenues directement rue Mademoiselle. Au simple formulaire découpé dans *Tribune Socialiste*, s'ajoutait souvent une lettre donnant les raisons de l'engagement. C'est dans ce courrier que nous puisons les quelques éléments suivants :

— de Mme Hélène D... - 1-2-67. — « En vous envoyant ce bulletin d'adhésion, je tiens, pour clarifier ma position, à vous informer que j'étais antérieurement responsable de l'équipe ouvrière M.R.P. et membre du Bureau fédéral. Je suis actuellement conseillère municipale... Ayant rencontré de grosses difficultés au sein du M.R.P., il m'est impensable, vu l'orientation et les objectifs du Centre Démocrate, de m'y engager. Désirant travailler à la construction du socialisme, j'ai participé à la Rencontre socialiste de Saint-Brieuc... Les textes du programme du P.S.U. sur le numéro spécial de *Tribune Socialiste* m'ont définitivement décidée... »

— de M. Bernard D... - 24-2-67. — « J'ai l'honneur de solliciter mon adhésion au P.S.U... De grand-père radical, de père sympathisant radical, bien que dans la ligne, je n'ai jamais appartenu

à aucun parti. Deuxième élu municipal de ..., ville de 10.000 habitants, j'ai été élu sur une liste d'entente S.F.I.O. et Républicains. Drôle d'entente, puisque nous avons un adjoint candidat suppléant sous l'égide de la V<sup>e</sup> République. Je fais part de cette demande ce soir même au Conseil, afin de parer à toute équivoque... »

Adhésions de plusieurs groupes, désireux d'un engagement plus réel et d'une plus grande clarté :

— de Guy D... — « Je vous écris au nom de quelques camarades, d'une part de la Convention des Institutions Républicaines, qui, déçus par les attermoissements de la Fédération et par l'aval qu'elle se croit contrainte de leur donner, et d'autre part de personnes qui jusqu'à présent n'ont pas cru bon de s'insérer au sein d'un parti existant, mais cherchent une structure politique qui œuvre avec rigueur pour l'unité de la gauche, contre le gaullisme et le capitalisme... Pourriez-vous éventuellement nous épauler dans la formation d'une section P.S.U. ? »

— de Joseph D... - Marseille, 24-3-67. — « J'ai 67 ans et je suis militant socialiste depuis l'âge de 15 ans. J'ai suivi Matalon en 1965... Estimant que notre place était au P.S.U., depuis cette affaire, je ne cesse de le préconiser. A la dernière assemblée de notre mouvement où j'ai encore posé la question, on a encore décidé d'attendre. J'estime que nous avons déjà trop attendu et c'est pourquoi je me décide à demander personnellement mon adhésion au P.S.U... »

Adhésions venues d'Algérie et qui nous ont réconfortés :

— de Yves L... - Alger, 2-2-67. — « Ayant suivi depuis longtemps les efforts du P.S.U. pour l'unité de la gauche et l'élaboration d'un programme tendant à faire de notre pays un pays véritablement socialiste, je tiens à vous apporter mon adhésion au programme publié dans le numéro spécial de *Tribune Socialiste*. »

— de Pierre L... - Alger, 17-2-67. — « J'espère à un succès de la Fédération aux prochaines élections, mais même si cela n'était pas, il est indispensable, comme vous devez le savoir aussi bien que moi, que le P.S.U. continue son action. Agé de 42 ans, je n'ai jamais appartenu à un parti politique, mais devant la suffisance de ces messieurs de la V<sup>e</sup>, il est

urgent que la gauche s'unisse sérieusement pour lutter jusqu'à leur écrasement. Je vous adresse ci-joint un bulletin d'adhésion. »

Adhésions provoquées par chacun des épisodes de la campagne :

— de Jean G... - 14-1-67. — « Mon adhésion à votre mouvement est justifiée par le désir que j'ai de soutenir l'action de P. Mendès France, seul homme politique actuel sérieusement animé de visions concrètes et efficaces quant à la construction d'un socialisme moderne. »

### TRIBUNE SOCIALISTE

*En accord avec le trésorier national et compte tenu de la campagne électorale, il a été décidé de reporter du 1<sup>er</sup> avril au 1<sup>er</sup> mai 1967, la date limite au-delà de laquelle Tribune Socialiste ne sera plus servie aux anciens adhérents dont les cartes 67 ne seront pas rentrées au siège du Parti.*

*Nombreuses sont les Fédérations qui se sont déjà mises en règle : quelques-unes ont de gros retards. Il reste un mois aux trésoriers fédéraux, trésoriers de sections et militants pour régulariser leur situation et éviter ainsi toute perturbation dans l'envoi de leur journal.*

— d'Emile A... - 1-3-67. — « Je viens de prendre une décision à la suite de l'envoi d'un journal gaulliste que j'ai lu et auquel j'ai répondu à la définition d'indépendance de ce journal par le désir de rester indépendant envers ce parti et de prendre l'engagement avec moi-même d'être affilié au P.S.U. »

Réengagement de militants, un moment découragés :

— de Robert M... - 26-1-67. — « Ayant adhéré au P.S.U. dès sa formation, j'avais quitté le parti quelques années après : étudiant à l'époque, je ne supportais pas de voir le parti, si alerte pendant les dernières années de la guerre d'Algérie, s'enliser dans les procès de tendance que s'intentaient ses dirigeants... Mais à dire vrai, j'ai quitté le P.S.U. du bout des lèvres et je suis toujours resté nostalgique. Ainsi, c'est toujours avec intérêt que, depuis lors, je suivais pas à pas sa démarche générale et les efforts qu'il déployait pour la cause de la gauche française. Hier, j'ai écouté Edouard Depreux à Europe n° 1 et je me suis demandé si j'avais eu raison

de quitter le P.S.U. Aujourd'hui, je donne une réponse : je demande une nouvelle adhésion au parti... »

Adhésions de jeunes surtout, demandant parfois en groupes à militer dans le cadre du parti, ce qui pose dans de nombreuses fédérations le problème de la mise sur pied de nouvelles structures jeunes ; engagements individuels aussi, dont nous extrayons quelques témoignages :

— de Bernard U... - 11-2-67. — « Pour moi qui suis étudiant en économie et en gestion des entreprises, le P.S.U. représente et symbolise un certain courant jeune... Pourriez-vous me faire parvenir une vaste documentation ?... Après maintes discussions avec des camarades, je peux vous dire que la gauche pourrait recueillir beaucoup plus de voix si elle s'était entendue avant tout sur un programme commun ; les accords électoraux qu'elle a conclus ne garantissent pas du tout ce que tout le monde redoute et même les jeunes — une majorité stable. »

— de Robert C... - 8-3-67. — « La partie la plus enrichissante de la campagne électorale est terminée depuis quelques jours. Elle a été pour moi un stade dans la formation politique que j'essaie de me donner depuis quelques années. Je suis arrivé à la conclusion que seule une adhésion au P.S.U. me permettrait de réaliser en un engagement positif mes convictions politiques. J'espère que ni mon âge (19 ans), ni mes convictions religieuses ne feront obstacle à un engagement dans un parti jeune, socialiste, ne traînant pas derrière lui le poids d'échecs passés. C'est le parti de gauche qui veut le plus passionnément l'unité de la gauche, et je considère qu'il est déjà l'esprit de cette union. »

— de Pierre V... - 21-3-67. — « Etudiant, 27 ans, j'ai suivi d'assez près le déroulement politique de ces élections. Il me semble que le P.S.U. sera le parti de la gauche de demain... »

— de Dominique T... - 9-3-67. — « Veuillez trouver ci-joint mon bulletin d'adhésion... Je vous informe que je n'ai que 17 ans 1/2... Etant donné mon âge et les idées réactionnaires de mon père... »

Il n'y a pas grand-chose à ajouter à cet échantillon ; que les Fédérations se mettent rapidement au travail pour capitaliser les résultats de la campagne. C'est la meilleure réponse qu'elles pourront donner à ceux qui pensent que le P.S.U. n'a plus de raison d'être. □



Une politique d'équilibre précaire.

A.D.N.P.

## Sénégal

# Attentat contre Senghor

Marc-Antoine Guillaneuf

**D**akar. Mercredi 22 mars : le Président de la République du Sénégal, Léopold Sédar Senghor, qui revient de la mosquée où il a assisté à la prière du Tabaski, échappe de peu à la mort. Grande émotion, messages de sympathie au « père de la francophonie ».

On a parlé au début de l'année, discrètement il est vrai, de « difficultés économiques » et d'un plan d'austérité que le Sénégal serait contraint d'appliquer. Ces jours derniers, le Président sénégalais échappe à un attentat. Cela doit inévitablement recouvrir un mouvement, un mécontentement dont on ne parle pas. Nous n'avons en fait que peu d'éléments mais seulement quelques faits récents qui peuvent expliquer la situation quasiment explosive du Sénégal actuel.

Il y a eu d'abord, le 3 février dernier, à Thiès, une petite ville à une cinquantaine de kilomètres de Dakar, l'assassinat du député Demba Diop. Il s'ensuivit l'arrestation de deux autres députés sénégalais et d'une dizaine de personnes, toutes accusées d'avoir attiré Demba Diop dans le guet-apens qui devait lui coûter la vie, puis la condamnation à mort de l'assassin lui-même. Ses amis se seraient certainement félicités de la mort de Senghor.

Seconde cause conjoncturelle; et qui décrit bien l'atmosphère qui règne actuellement au Sénégal, c'est « l'affaire de la Médina » : la Médina de Dakar, hideux bidonville au centre de Dakar, devait être rasée entièrement. Le projet remonte à

1959. Mais cette mesure, qui pouvait paraître salubre et somme toute naturelle, a créé une vague immense de mécontents. On a remanié le projet initial et le gouvernement sénégalais ne veut raser maintenant qu'une partie seulement de cette médina. N'empêche! les occupants, visés par cette mesure, voient d'un mauvais œil leur relogement ailleurs, en dehors de la ville, dans de nouvelles habitations à un loyer beaucoup plus élevé. Les propriétaires sans scrupules voient eux aussi, dans cette opération, un désavantage pour eux : la perte sèche des bénéfices que leur procuraient des pièces insalubres louées dans la Médina. On a juré sur le Coran que la Médina ne se démolirait pas ! Et sur cette affaire d'urbanisme et de salubrité publique, il y a eu des surenchères politiques (les élections législatives sont fixées en principe pour le mois de février 1968, et dès maintenant les futurs candidats à Dakar promettent beaucoup). Si bien que les esprits sont maintenant très échauffés sur ce problème et les ennemis du régime ont là un argument démagogique de choix et ils ne manquent pas de faire du « poujadisme new look ».

A cela s'ajoutent des causes de mécontentement plus profondes. D'abord, la sécheresse qui a sévi cette année sur toute la côte de l'Afrique occidentale a fait perdre une grande partie des récoltes (cette perte atteint environ 40 % au Sénégal) et des Etats qui ont généralement une population où le secteur

primaire est de 90 %, se trouvent aujourd'hui devant des difficultés insurmontables.

A Dakar même, le chômage s'étend de jour en jour et les affaires marchent très mal. Dakar, qui fut autrefois la capitale d'un empire, l'Afrique Occidentale Française (A.O.F.), n'a rien changé de ses structures alors qu'aujourd'hui son pouvoir ne s'étend guère au-delà d'une province.

A la lueur de ces quelques éléments, il semblerait, mais rien n'est sûr car on ne possède actuellement que peu de détails sur l'affaire, que l'attentat contre Senghor ferait partie d'un complot monté par les amis de Mamadou Dia — les « Diatistes » — qui fut Premier ministre au Sénégal jusqu'à la crise qui l'opposa à Senghor les 17 et 18 décembre 1962. Au cours de ce conflit, Mamadou Dia, socialiste rigoureux, tenta de renverser Senghor, Président de la République. Il échoua et ce fut Senghor lui-même, que l'on peut qualifier de socialiste modéré, qui évinça du pouvoir Dia et établit alors un pouvoir présidentiel. Nouvelle ligne directrice : les affaires marchent mal, donc il ne faut pas d'explosion qui pourrait effrayer les intérêts capitalistes européens ou américains, par peur que ceux-ci ne quittent le pays et que les affaires mar-

chent alors encore plus mal. En somme, Senghor pratique une politique d'équilibre précaire et, ne voulant pas s'attaquer aux vrais problèmes, ne peut rien résoudre et ne peut qu'assister, impuissant, à la marche lente de son pays vers la misère, faute d'une ligne politique claire, résolument tournée vers le développement du pays sans se préoccuper uniquement des réactions des capitalistes de New York, Paris ou Londres.

C'est donc tout ce faisceau de circonstances qui a conduit les mécontents et les opposants actuels au gouvernement Senghor à s'exprimer par le revolver puisqu'ils ne peuvent le faire légalement du fait du Parti unique. Est-ce à dire que c'est la faillite du système du Parti unique au Sénégal comme en Afrique ? Ce serait une affirmation un peu trop hâtive. Ce serait également faire reposer sur des bases fausses la mauvaise gestion et les mauvais résultats d'un régime, alors que le problème fondamental doit être recherché dans les options économiques qu'a faites ce pays. L'important est qu'avec ou sans parti politique, avec un seul ou plusieurs partis, le Sénégal et les autres Etats africains courent actuellement à la ruine et à la famine dans peu d'années, faute d'avoir choisi des options politiques et économiques de type socialiste. □

## Extraits du rapport politique pour les assises nationales du Comité Vietnam national

« ... Il ne suffit pas de dire sa réprobation de la guerre et des moyens barbares employés par l'agresseur américain. Les appels à la paix ou à la négociation, les bons conseils des faiseurs de plans et de solution, ont dans le contexte actuel une résonance extrêmement ambiguë, car ils placent implicitement l'agresseur et l'agressé sur le même plan et font d'une cessation des hostilités à n'importe quel prix l'objectif essentiel au détriment des objectifs anti-impérialistes poursuivis par le peuple vietnamien... La seule réponse adéquate et effective est d'apporter un soutien résolu à la lutte du peuple vietnamien, de manifester à son égard une solidarité politique inconditionnelle. C'est pourquoi il est plus que jamais nécessaire d'appuyer et de populariser les déclarations en 4 points de la R.D.V. et en 5 points du F.N.L.

.. Ces points d'une grande précision, excluent d'eux-mêmes toute solution de compromis « à la coréenne », basée sur une partition durable du pays, par laquelle pourrait être tentée un écrasement « pacifique » des forces révolutionnaires du Sud... Nous faisons nôtre, la phrase : « Il n'y a qu'un seul Vietnam, qui a gagné dans la lutte son droit à l'indépendance totale... »

Certains objectent que les 4 et 5 points ne constituent pas une base suffisamment large pour des actions de masse... Il faut et il faudra sans doute de nombreux efforts pour pénétrer de larges masses de ces notions simples et claires. Mais depuis quand serait-il obligatoire de s'aligner sur les notions confuses d'un pacifisme purement sentimental, qui marquent au début de toute action les réactions de beaucoup, face à un conflit dont ils renvoient dos à dos les protagonistes tant que la pleine lumière n'a pas été faite sur les origines et la nature de ce conflit.

Une autre objection apparemment plus sérieuse est qu'il faut aussi se préoccuper de la paix dans le monde et ne pas pousser

la lutte contre l'agression jusqu'au point où un affrontement généralisé peut-être nucléaire deviendrait probable. A cela nous devons répondre que ménager l'impérialisme est une fausse solution car cela ne peut que l'encourager à accentuer sa pression...

Il est d'ailleurs évident que l'absence de clarté sur les objectifs à poursuivre ne peut que rendre à peu près impossible le développement d'un puissant mouvement de lutte contre l'agression impérialiste au Vietnam. L'attitude du gouvernement gaulliste suffit largement à calmer les inquiétudes et les répulsions affectives face à la guerre. On ne peut donner vigueur et profondeur à un mouvement de comités de base, à un véritable front de lutte qu'en faisant progresser la conscience politique qu'en montrant la communauté d'intérêts qui nous lie au peuple vietnamien par delà les distances géographiques qu'en montrant l'étroite liaison du combat pour la paix dans le monde et du combat anti-impérialiste.

Il y a sans doute des sceptiques qui sont portés à minimiser les effets d'une action dans un pays comme le nôtre. Nous devons leur dire qu'il n'est pas du tout secondaire qu'en France et en Europe occidentale se développe un large front des adversaires de l'agression, susceptible de tendre la main au mouvement de résistance à la guerre aux Etats-Unis... L'existence d'une forte opposition à l'échelle internationale... peut faire hésiter les dirigeants américains, surtout si à chaque pas de l'escalade correspond une contre-escalade politique qui fait se dégrader les positions de l'impérialisme et renforce les positions morales et politiques du peuple vietnamien. Il faut que systématiquement chaque pas de l'adversaire soit prévu et dénoncé à l'avance, qu'il se sente surveillé dans tous ses actes et qu'il comprenne qu'un front anti-impérialiste est prêt à répondre coup pour coup. Le Comité Provisoire. □

## Cinéma d'Art et d'Essai

# Les professionnels nous soignent

Henri Ginot

*Mort du ciné-club ? Ghetto culturel ? Commercialisation de la recherche ? Les inquiétudes ne manquent pas devant le progrès spectaculaire du « Cinéma d'Art et d'Essai ». Henri Ginot, délégué général de ce mouvement, a répondu aux questions de Jean Helms et Bernard Le Saux avec une franchise et une chaleur d'autant plus appréciées qu'elles concernent un problème capital du cinéma français actuel : celui de son avenir.*

*Tribune Socialiste : Comment est née votre association ?*

Henri Ginot : Sous l'impulsion d'une poignée d'animateurs, de directeurs de salles qui voulaient être autre chose que de simples entrepreneurs de spectacle et présenter des films faisant faire un pas nouveau à l'art cinématographique ou des films de pays dont la production était inconnue en France.

Il y a aussi le fait qu'avant-guerre la critique cinématographique était un journaliste à qui l'on réservait quelques lignes pour parler de temps à autre d'un film, et surtout pour en dire du bien. Pendant la Résistance, les esprits se sont éveillés : des journalistes ont voulu faire une critique libre ; dire exactement ce qu'ils pensaient des films. Parmi eux, il y avait à « Libération », Jeander. C'est lui qui a fondé la fédération en 1955. Comme parallèlement, la même évolution avait eu lieu dans d'autres pays, une confédération internationale a été constituée peu après. Actuellement, en France, nous regroupons environ 160 salles dont une cinquantaine à Paris, et le chiffre augmente sans cesse.

*T. S. : Il ya en effet prolifération des cinémas d'art et d'essai, mais sur Paris nous assistons à une concentration dans un seul quartier. Comment expliquez-vous cela ?*

H. G. : Cette localisation géographique autour du Quartier Latin est en effet un gros problème. Cela provient sans doute du fait qu'avec la télévision, les gens éprouvent le besoin lorsqu'ils vont au cinéma de se déplacer. La télévision a réintroduit la notion de « sortie ».

*Le « ghetto » de Tom Jones.*

*T. S. : Le public « Art et Essai » a tendance à aller voir les seuls films classés sous cette étiquette. A ce sujet, l'expression « ghetto de l'art et essai » a été employée. Qu'en pensez-vous ?*

H. G. : Ce terme a été lancé par certains jeunes réalisateurs qui, lorsqu'ils n'étaient pas connus ont été ravis de trouver ces salles, mais qui plus tard ont rêvé de sortir sur les Champs-Élysées ou au Gaumont-Palace. L'expression a été reprise par certains critiques agacés de s'apercevoir que — ne rendant compte que des films qui comptaient

à leurs yeux — ils ne parlaient en fait que des films sortant dans nos circuits. Mais tout cela est artificiel, faux. L'image de « ghetto » est frappante, de là son succès.

En fait, quand un film « marche » comme « Un homme et une femme » il bat tous les records d'entrées. Autre exemple « Tom Jones » dont personne ne voulait a été pris par deux salles d'art et d'essai et a obtenu le succès considérable que vous connaissez. Inversement certains films présumés populaires et sortant en circuit commercial, ne « marchent » pas.

*T. S. : Ce problème du critique qui ne rend plus compte que des films d'art et d'essai, nous le ressentons justement. Il y a un danger de se couper du public populaire.*

H. G. : C'est là qu'intervient la récente tentative de Cinéma National Populaire qui vise justement à mettre un cinéma de qualité à la portée du grand public. Avec « Le garçon aux cheveux verts » qui est la première expérience, nous avons bénéficié de l'appui efficace de l'infrastructure du T.N.P. Georges Wilson nous a aimablement permis d'entrer en contact avec les associations et groupements qui sont ses habitués clients. De notre côté nous avons consenti des prix de places « populaires ». Pour ce qui est du tarif réduit, ma foi, le « Mac-Mahon » signale une augmentation de l'ordre de 30 % des entrées à tarif réduit. Ce n'est guère démonstratif, on aurait pu rêver d'autocars arrivant, pleins, de Nanterre et de la banlieue.

*La fille aînée du percepteur.*

*T. S. : Dans une certaine mesure, il semble que vous bénéficiez du travail fait par les ciné-clubs. Comment vous situez-vous par rapport à eux ?*

H. G. : Je pense que le phénomène Ciné-Clubs s'est développé parallèlement à celui de « l'art et essai », parallèlement aussi à l'évolution de la critique vers une plus grande liberté et du public vers une meilleure compréhension du 7<sup>e</sup> art. C'est d'ailleurs dans ce public que se sont formés les futurs animateurs. Moi-même j'ai commencé ainsi, présentant des films dans les ciné-clubs alors que j'étais un peintre, élève de Fernand Léger. Ce qui a freiné le mouvement « art et essai » c'est que

— comme l'a écrit notre ministre de la Culture — le cinéma est par ailleurs une industrie. Le mouvement ciné-clubs avait beaucoup plus de facilités, son but non commercial, son statut loi de 1901, le mettant à l'abri des taxes. Ces taxes qui frappent si durement le cinéma français alors qu'elles sont pratiquement supprimées en Angleterre, en Allemagne. Mais la France demeure la « fille aînée de l'Église » et il semble que l'on ait maintenu la notion de péché, attachée au spectacle.

*T. S. : Ne pensez-vous pas que votre succès, au mieux oblige les ciné-clubs à repenser leur action — au pire, risque les condamner à disparaître ?*

H. G. : Au départ si les gens se sont regroupés en ciné-clubs, c'est par envie de voir du bon cinéma car suite à la carence en ce domaine des salles commerciales ; dans la mesure où nous suppléons à cette carence, il est compréhensible que les gens fréquentent moins les ciné-clubs. D'un autre côté, nous avons des exemples de collaboration extrêmement fructueuses entre ciné-clubs et salles d'art et d'essai. A Rennes, particulièrement : les animateurs du ciné-club local programment chaque semaine les films passant dans la salle et assurent en contrepartie la présence de leur public. C'est la coopération la plus sensationnelle existant dans nos 160 salles. En deux jours, elle permet 4.000 entrées ce qui est énorme pour une ville comme Rennes.

A Paris, bien sûr, il y a saturation, mais en province nous encourageons chaque adhérent de notre association à prendre contact avec les ciné-clubs locaux. Il y a ainsi des ententes, les uns apportant un public déjà formé, des animateurs compétents, les autres consentant des tarifs réduits.

*Le « remonte-pente » d'Annecy.*

*T. S. : Mais les fédérations de ciné-clubs possèdent un stock de films en propre, cette forme de collaboration ne peut guère les intéresser.*

H. G. : Elles commettent peut être là la même folie que certains exploitants actuellement, car qui peut prévoir ce que sera l'avenir, surtout avec la télévision. C'est un peu comme ceux qui s'obstinaient à acheter des relais de poste quand commençaient d'apparaître les premiers véhicules à essence. Il faut bien voir que chaque jour, une salle de cinéma ferme. Peut-être les fédérations de ciné-clubs devront-elles disparaître. Actuellement elles sont dix, peut-être pourraient-elles fusionner ; d'ailleurs regardez les distributeurs, ils fusionnent. A la limite on peut concevoir une seule et unique fédération.

Personnellement nous avons de très bons rapports avec la Fédération Française des Ciné-Clubs. C'est en commun que nous organisons les semaines du cinéma à Annecy, que nous avons créé l'année passée le Festival du Jeune Cinéma d'Hyères.

Quoi qu'il en soit, le cinéma a perdu la moitié de ses spectateurs en 10 ans, et si l'on peut espérer — en

se fiant à ce qui se passe aux U.S.A. — remonter la pente d'ici deux à trois ans, il n'empêche que le phénomène « art et essai » est, lui, en pleine vigueur ici comme sur le plan international. Il est d'ailleurs significatif que l'Italie, dernier pays à être touché par la baisse de fréquentation, est aussi le dernier à voir se créer une association de salles d'art et d'essai.

Il est en effet évident que beaucoup de professionnels qui nous rejoignent maintenant, le font sous la pression du public et à cause des circonstances économiques. Cette deuxième vague — et je ne la critique pas, je le constate — est assez différente de la première composée comme je vous l'expliquais tout à l'heure, de critiques, d'animateurs formés au sein des ciné-clubs.

Mais après tout, on ne demande pas au départ, au commerçant, d'aimer forcément la marchandise qu'il vend. Pourtant l'on peut suivre une certaine évolution des commerçants de l'art et essai. Tout d'abord bien sûr les films qu'ils aiment sont ceux qui leur rapportent de l'argent, puis peu à peu ils s'intéressent de plus près à ce qu'ils projettent sur leurs écrans. Cette évolution est à rapprocher de celle des marchands de tableaux du siècle dernier qui commencèrent par n'être que marchands de meubles.

*Les amours de la « Métro ».*

*T. S. : Vous parlez des « commerçants » de l'art et essai. Il y a là un danger de voir des gens se faire classer ainsi simplement pour profiter des détaxations. Ce qui nous fait penser cela c'est une publicité de la Métro Goldwyn Mayer parue récemment dans votre revue (1) et qui promettait le classement automatique en « art et essai » en puisant dans les réserves de ladite firme.*

H. G. : Cette publicité, très certainement rédigée par l'annonceur, a dû échapper à la vigilance du rédacteur en chef. En tout cas elle va à l'encontre du but que nous nous sommes proposés.

*T. S. : Comment effectuer le classement « art et essai » ?*

H. G. : Eh bien, ici apparaît une originalité de la loi française. En effet, alors qu'en Allemagne par exemple, le système « pradicat » classe en « art et essai » les films, chez nous, depuis un décret pris en 1960 par Malraux (suivant en cela notre association) ce sont les salles qui sont classées et derrière elles, des hommes, des animateurs.

Si vous voulez, quand un directeur fait œuvre de pionnier, programmant « Tom Jones » alors que personne n'en veut, il a droit à la cote maximum ; mais un autre directeur affichant « Tom Jones » promu, dans l'intervalle, grand succès, ne peut y prétendre. « Les Amours d'une Blonde » passant au Racine ou dans une salle de Gap ou d'Annonay :

(1) Dossier « Art et Essai » n° 19 (février 1967).

l'audace n'est pas la même ! Tout cela justifie à mon sens la classification adoptée en France.

Le classement officiel en « art et essai » c'est l'affaire du Centre National de la Cinématographie. Notre association, qui est privée je le répète, publie parallèlement une liste donnant notre avis sur les films qui sortent (tel film peut-être classé « art et essai » tel autre peut l'être à la rigueur). Nous envoyons régulièrement un bulletin d'information à nos membres, et les directeurs qui suivent notre classement sont au bout d'une année officiellement agréés par la commission.

#### Les poings dans les festivals.

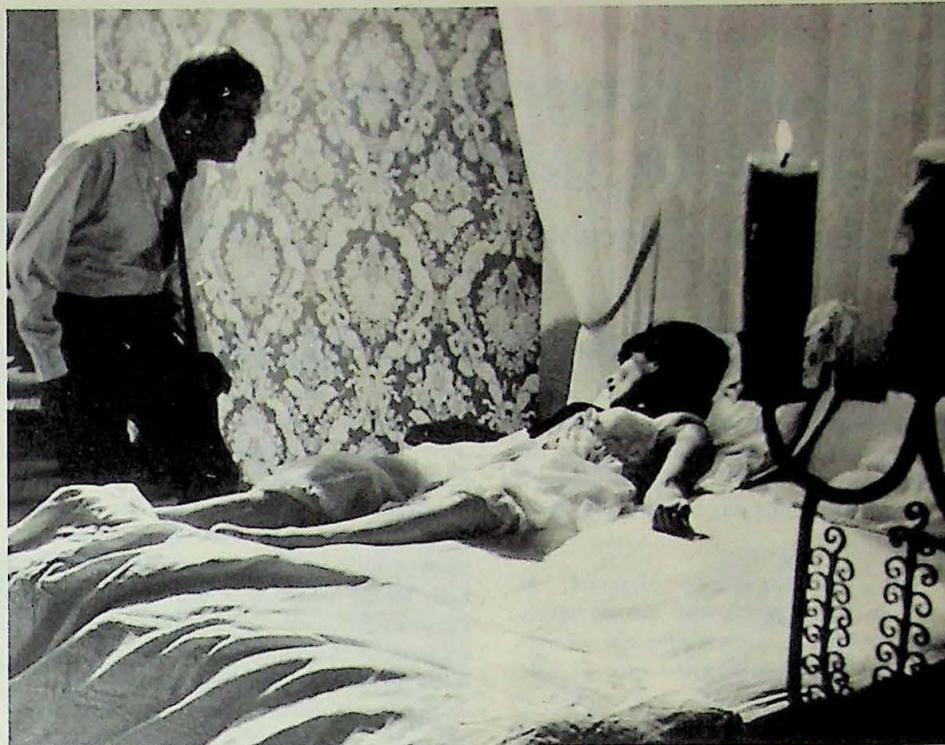
T. S. : Est-ce que la critique remplit son rôle ?

H. G. : Je déplore surtout le manque de coordination qui existe actuellement. Lors de la présentation d'un film en projection privée ou dans le cadre de la semaine de la critique du Festival de Cannes ; il n'est pas rare que la critique se mette d'accord pour le glorifier ; mais, si

nous nous sommes laissés convaincre et nous sortons le film en question, quelque temps après à Paris, il ne se trouve plus personne pour en souffler mot. Pas une seule ligne ne lui est consacrée.

T. S. : Quels est votre rôle dans les festivals ?

H. G. : Comme je vous le signalais tout à l'heure, nous organisons conjointement avec la Fédération Française des Ciné-Clubs le « Festival du Jeune Cinéma » à Hyères ; et ce, depuis seulement l'année dernière où nous avons couronné « Les poings dans les poches » de l'Italien Marco Bellochio. Auparavant notre prix était décerné dans le cadre du Festival de Cannes. Pour ce qui est des années à venir, je pense que nous allons décider d'être présents dans tous les festivals, en attirant l'attention de nos membres sur certains films, un peu comme pratique actuellement l'Office Catholique du Cinéma. L'idéal serait que, par la suite, chaque film que nous aurions remarqué soit pris en charge pour son exploitation, par nos membres. □



Des images souvent somptueuses.

geois français (Philips).

Il n'existe pas d'opéra complet du plus grand génie musical de la France classique. Nous possédons seulement des extraits symphoniques ou des suites de ballet de *Dardanus*

(Harmonia Mundi), des *Indes galantes* et des *Surprises de l'amour* (Philips). L'interprétation remarquable fait ressortir la science orchestrale et la puissance d'une inspiration sans cesse jaillissante. □

## Musique

### Un siècle français

Bernard Sizaïre

De 1650 à 1750, la France a connu une période d'exceptionnelle prospérité musicale qui s'est manifestée particulièrement dans le domaine du théâtre et de la musique religieuse pendant la plus grande partie du règne de Louis XIV. Grâce à Couperin, la musique instrumentale a fait son apparition dans les dernières années du Grand Siècle. Victime pendant longtemps d'une étrange négligence, cette période féconde bénéficie depuis peu d'un renouveau d'intérêt auquel les éditeurs de disques ne sont pas étrangers.

Concerts et enregistrements se multiplient. Il nous a paru intéressant de dresser un rapide bilan discographique de cette musique en insistant sur les deux grands noms de Rameau et de Couperin.

*Couperin* (1668-1733). — Nous avons déjà parlé des deux messes écrites par un organiste de 22 ans. D'une authentique inspiration religieuse, elles n'en comportent pas moins des épisodes de musique pure mettant en valeur toutes les possibilités de l'instrument. Parmi les deux enregistrements disponibles, on peut préférer la luminosité de Chapuis (Valois) encore que l'interprétation de Georges Robert aux vieilles orgues de Saint-Merri ne soit pas dépourvue de charme ; cet enregistrement offre en outre l'avantage d'un programme plus copieux avec une messe de l'oncle Louis Couperin (Charlin).

C'est au clavecin que Couperin

s'affirme comme le musicien le plus original et le plus sensible. Ses œuvres d'une élégance exceptionnelle sont parcourues par un perpétuel frémissement poétique. En attendant l'indispensable intégrale en stéréophonie, deux disques se recommandent par la pureté de leur interprétation : Huguctte Dreyfus avec des extraits du deuxième livre (Valois) et Eta Harich Schneider avec des extraits du quatrième et dernier livre (Amadeo).

Admirateur des Italiens, Couperin contribua à l'introduction de la sonate en France. Deux disques (BAM) nous donnent un bel échantillonnage de ses sonates et des concerts royaux.

Il faut enfin signaler les sévères et pathétiques *Leçons des Ténèbres* où, avec une extraordinaire économie de moyens, Couperin atteint une extrême intensité (Westminster).

*Rameau*. — Contemporain de Bach, après d'heureux essais de musique instrumentale, dont les admirables suites pour clavecin d'un style plus contrasté et plus vigoureux que celui de Couperin (trois disques Valois), se consacra presque exclusivement au théâtre où il donna ses lettres de noblesse à l'opéra-ballet.

A côté des suites pour clavecin, il faut citer les pièces pour clavecin en concert (avec flûte et violoncelle) d'où une savoureuse vigueur n'exclut pas la grâce (Valois) et la transcription de ces mêmes pièces pour orchestre à cordes. On a baptisé ces six concerts en sextuor *Les Brandebour-*

## Cinéma

### Chabrol aime la chair fraîche

Jean Helms

Chabrol en aura découpé, des femmes en photos ! En voilà trois de plus étranglées dans *Le Scandale*. Il faudra bien un nouveau « Landru » pour mettre esthétiquement les morceaux au four. Dans cette chaleur ambiante, on retrouve le duo trouble d'amis ou de cousins. Cette fois, c'est l'excellent Ronet et le médiocre mais beau Perkins qui cherchent dans le partage de l'alcool et de filles ce qu'ils n'arrivent toujours pas à s'avouer.

Dans *Le Scandale*, le prétexte de la complicité, c'est l'argent. Par le biais de Paul Wagner, propriétaire d'une marque de champagne très convoitée, un jeune Américain tente de tirer le maximum d'avantages de sa trop riche épouse (Yvonne Furneaux). Mais deux ou trois femmes attardées avec Paul sont découvertes en mauvais état. On le croit fou dangereux (il l'est un peu), jusqu'à ce qu'on s'aperçoive que c'est la sordide secrétaire, jolie femme déguisée en laideron, qui jouait un double et criminel jeu. On la voit à la fin du film se maquiller avec pupilles portatives et dentier, séquence digne du plus mauvais Clouzot.

Et cela, mon Dieu, dans des images souvent somptueuses qui rappel-

lent parfois les beaux moments de *A double tour*. Ainsi la surprise-partie flamboyante de sunlights, de stores vénitiens (Chabrol adore les regards qui s'y glissent) et de musicalité sensuelle, ou le cabinet baroque des girls de Hambourg, ou encore le parc entrevu par l'éclat lumineux d'une baie.

Mais l'intention reste velléitaire. Ronet a beau casser des télévisions ou verser du champagne sur des évêques et des financiers, le cœur n'y est plus. C'est mou comme Perkins fatigué par un trop provocant décolleté. Tout de même, *Les Bonnes Femmes* avaient plus de saveur que ces cariatides germaniques.

Analyse sévère d'une société ? Allons donc ! C'est le style lui-même qui est décadent : observateur inégal et drogué par les délices du siècle qu'il prétend dénoncer. (*Impérial, Ursulines, Biarritz.*) □

**PANTHÉON** 13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

**Ah! les belles familles**

## Politique intérieure

## Quel programme pour la gauche ?

Jean-Marie Vincent

Les élections législatives de mars dernier ont été un succès pour les forces de gauche. Il s'agit maintenant d'approfondir ce succès et de porter de nouveaux coups au gaullisme, afin qu'il cède la place à un gouvernement au service des travailleurs.

Pour atteindre cet objectif, la question du programme est décisive, car la coalition de gauche n'exercera une attraction suffisante que si elle fait la preuve qu'elle est prête à s'attaquer de front aux problèmes essentiels et plus particulièrement aux problèmes économiques et sociaux. Au sein de la gauche, le P.S.U. n'est pas seul à penser de cette façon, bien que certains aient cru bon de lui reprocher son « talmudisme » en cette matière. Dans son discours de clôture devant le comité central d'Aubervilliers (29, 30 mars 1967), le secrétaire général du P.C.F. Waldeck-Rochet déclarait : « Pour que l'accord du 20 décembre devienne un programme commun de gouvernement, il s'agit de le compléter et sur-

tout de préciser les moyens et les délais de réalisation des objectifs proposés. Nous songeons en particulier aux moyens susceptibles de prévenir les tentatives des puissances d'argent d'imposer leur volonté sous la menace de saboter l'œuvre économique et sociale entreprise par le gouvernement d'union démocratique. Car il ne s'agit pas d'aller au gouvernement pour se soumettre aux exigences des monopoles capitalistes, mais pour réaliser une politique de progrès économique et social, de paix et d'indépendance nationale en s'appuyant sur le peuple. Pour cela, il faut tout à la fois libérer l'État de l'emprise des puissances d'argent et réduire massivement les dépenses improductives, comme celles de la force de frappe, afin de lutter avec succès contre l'inflation. »

Ces quelques phrases de Waldeck-Rochet font toucher du doigt l'ampleur et la gravité du problème. La gauche ne peut se permettre de laisser croire qu'il suffit de changer l'équipe gouvernementale pour résoudre les problèmes qui concernent les travailleurs :

- Emploi et reconversions;
- logement et urbanisme;
- Conditions de travail (organisation et durée);
- Enseignement et formation professionnelle;
- Défense de la Sécurité sociale.

En fait, il n'est pas besoin d'être expert pour se rendre compte que des changements très importants doivent être opérés au niveau des structures politiques et économiques pour satisfaire les besoins les plus légitimes des travailleurs et utiliser de façon rationnelle et humaine les immenses possibilités suscitées par l'accélération du progrès technique, il est impossible de se contenter des instruments d'intervention de l'État actuel ou de s'en tenir aux méthodes de l'économie concertée (entre l'État et les grands monopoles). La conséquence logique — que malheureusement tous les hommes de gauche ne semblent pas près de tirer (voir Christian Pineau dans *Le Populaire* — est de concevoir le programme de la gauche, non comme le plus petit commun dénominateur entre les plates-formes électorales de mars dernier, mais comme un ensemble cohérent de mesures qui trace la perspective de défense des intérêts des travailleurs avec toute la netteté nécessaire.

Il faut dire sans ambiguïté que la procédure qui consisterait à faire un catalogue des mesures acceptées par



Répondre aux aspirations populaires

Collombert

les trois organisations de gauche F.G.D.S., P.C.F., P.S.U. ne ferait pas avancer les choses. Une simple énumération n'est pas encore un programme capable de mobiliser et de leur donner confiance. Le programme n'est pas une affaire qui se règle uniquement au niveau des états-majors. Il doit être l'aboutissement d'une élaboration allant de la base au sommet et du sommet à la base, le fruit d'une libre confrontation où la gauche serait amenée à dépasser son propre conservatisme et ses petites habiletés pour ne pas effaroucher.

Aussi bien la première tâche à entreprendre est-elle de clarifier l'orientation fondamentale à donner au programme. S'agit-il d'un programme de sage administration du régime néo-capitaliste ? Ou s'agit-il d'un programme qui ne considère pas comme intangibles les données de l'équilibre économique et social actuel ? En un mot, s'agit-il d'un programme qui ne se propose pas seulement de réduire l'influence des grandes concentrations capitalistes, mais entend s'attaquer au rôle tout-puissant du profit dans notre économie ?

La réponse devrait être évidente. Pour satisfaire les revendications essentielles des travailleurs, il faut changer les règles du jeu, s'attaquer à la propriété capitaliste et à la logique du profit. Dans les remarques qu'il a faites en septembre dernier sur le programme de la F.G.D.S., notre parti a indiqué que telle était sa conception du programme. Ce n'est pas un quelconque sectarisme qui lui dictait cette attitude, mais la conviction que rien ne serait plus pernicieux que de se cacher les dif-

ficultés et d'ignorer la période de luttes sociales qu'ouvrirait certainement l'arrivée de la gauche au pouvoir. Pour résister aux pressions et aux contre-attaques de l'adversaire capitaliste, il est nécessaire de se donner les moyens d'intervention indispensables ou alors il faut se préparer à mener une politique à la Wilson, c'est-à-dire une politique contre le niveau de vie des travailleurs ou contre les libertés syndicales.

C'est pourquoi aujourd'hui le P.S.U. pense qu'il est bon de débattre ouvertement d'un certain nombre de questions :

- La suppression de quelques articles de la Constitution gaulliste suffit-elle à créer le cadre politique et institutionnel que réclame une orientation sociale hardie ?
- Pour planifier l'économie en fonction des besoins populaires, ne faut-il pas socialiser et contrôler les secteurs essentiels de l'économie ?
- Ne faut-il pas prévoir des mesures contre la libre circulation des capitaux pour empêcher le sabotage financier ?
- Ne faut-il pas s'attaquer à la propriété privée du sol à bâtir (par la municipalisation du sol) pour mettre fin à la spéculation foncière et loger les Français ?
- Ne faut-il pas préconiser une politique étrangère tout à fait différente pour desserrer l'étreinte atlantique et augmenter notre liberté d'action ?

Les esquiver serait la pire des fautes et ne pourrait conduire qu'à des déceptions nouvelles, ce dont les travailleurs et la gauche peuvent fort bien se passer. □

Tribune Socialiste  
Hebdomadaire du  
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique  
Harris Puisais

Directeurs adjoints  
Gérard Constant  
Christian Guerche

Rédacteur en chef  
Eric Bergaire

Secrétaire de la rédaction  
Claude Glayman

Administration :  
54, boulevard Caribaldi  
Paris-15° - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège  
de l'administration

Publicité littéraire :  
71, rue des Saints-Pères  
Paris-6°

Abonnements :  
C.C.P. Paris 58 26 65  
6 mois 18 F - 1 an 35 F  
Soutien à partir de 70 F  
Changements d'adresse : 1 F

Directeur de la Publication :  
Roger Cérat